

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article4304>

Total en Iran : la DGSE et la CIA enquêtent sur une société suisse

- Renseignement - France -



Date de mise en ligne : vendredi 27 avril 2007

Spyworld Actu

Désormais instruit par la seule Xavière Siméoni, le juge Philippe Courroye ayant pris ses nouvelles fonctions de procureur de la République au tribunal de grande instance de Nanterre, le dossier Total (FP) en Iran intéresse aussi au plus haut point la DGSE et la CIA qui s'interrogent notamment sur le rôle joué par la société suisse Nico, la Naftiran Intertrade Company.

Domiciliée à Pully, près de Lausanne, et filiale d'une société offshore immatriculée à Jersey, cette structure est une émanation de la société pétrolière nationale iranienne, la Nioc. Son actuel gérant, Mahmood Astaneh, en poste en Suisse depuis novembre 2005, est un haut responsable du ministère iranien du pétrole. Nico aurait coordonné le montage financier du contrat gazier de South Pars entre Total et l'Iran.

C'est pour cette affaire que Christophe de Margerie, le nouveau président du groupe pétrolier français, a été mis en examen, le 22 mars dernier, pour "corruption d'agents publics étrangers et abus de biens sociaux". Il est en effet suspecté d'avoir fait verser en Suisse, entre 1998 et 2003, 8 millions d'euros de commissions destinées à Mehdi Hachemi Rafsandjani, le fils de l'ancien président iranien.

Mais c'est un autre personnage qui intrigue aussi les enquêteurs : Shapari Khashoggi. Epouse de l'ex-marchand d'armes saoudien Adnan Khashoggi, cette riche iranienne qui vit entre Londres, Cannes et Jeddah en Arabie saoudite, est membre de la famille de l'ancien ministre iranien du pétrole Bijan Zanganeh. Selon des sources proches de la DGSE, elle jouerait, via la société Nico, un rôle d'intermédiaire entre l'Iran et plusieurs groupes européens, dont les français Total, Veolia (VIE) et EADS (EAD). Or les services de renseignements soupçonnent aujourd'hui cette société suisse de servir à l'occasion de "relais au régime iranien" pour discrètement financer le Hezbollah libanais.

Post-scriptum :

<http://www.capital.fr/actualite/Def...>